

Aubervilliers, le 15 décembre 2025

*Sous embargo jusqu'au mardi 16 décembre 2025 à 6h00*

## **Baisse des naissances, croissance portée par les migrations, mobilités résidentielles : la nouvelle chronique de Conjoncture de l'Ined met en lumière des contrastes territoriaux marqués**

**Au 1er janvier 2025, la France comptait 68,6 millions d'habitants, soit 169 000 de plus qu'un an auparavant. L'augmentation de la population n'a jamais été aussi faible depuis la Seconde Guerre mondiale. La croissance démographique française tient presque essentiellement à un solde migratoire positif, estimé à 152 000 personnes en 2024. Cette évolution est particulièrement marquée dans les espaces ruraux. En revanche, les espaces urbains bénéficient encore d'un solde naturel positif grâce à un nombre de naissances supérieur au nombre de décès. Les flux migratoires internes au territoire national traduisent par ailleurs une mobilité croissante vers les petites villes et les communes rurales périurbaines. C'est ce que révèle la chronique de conjoncture démographique de la France réalisée par l'Ined à partir des données consolidées 2024\*.**

### **Un solde naturel au plus bas depuis quatre-vingts ans**

Le solde naturel français n'a jamais été aussi faible : en 2024, on ne compte plus que 0,2 naissance de plus que de décès pour mille habitants. Cette situation inédite depuis la guerre s'explique par une baisse continue du nombre de naissances, estimé à 661 000 en 2024 contre 833 000 en 2010. L'indice conjoncturel de fécondité s'établit à 1,62 enfant par femme, en recul de 0,04 point par rapport à 2023. La diminution touche particulièrement les âges de fécondité traditionnellement les plus élevés (25-34 ans) et concerne tous les types de territoires. La fréquence de l'infécondité définitive (femmes sans enfant à 50 ans) a augmenté depuis 2014. La France risque ainsi de perdre prochainement son statut, unique en Europe, de pays où la descendance finale (nombre d'enfants mis au monde par les femmes d'une génération au cours de leur vie reproductive) assure encore le renouvellement des générations, avec un peu plus de deux enfants par femme.

### **La migration, principal moteur de la croissance démographique**

Avec un solde migratoire estimé à 152 000 personnes en 2024, les flux migratoires constituent désormais le principal moteur de la croissance démographique. En 2024, 343 000 premiers titres de séjour ont été délivrés, principalement à des étudiants (32 %) et pour rapprochement familial (26 %). Les titres pour motifs humanitaires ont bénéficié à 54 514 personnes, retrouvant leur niveau de 2019. Plus de la moitié de ces nouveaux arrivants (55 %) s'installent dans les départements urbains densément peuplés, contre seulement 15 % dans les départements ruraux.

### **Les grandes villes moins attractives que les communes rurales périurbaines, touristiques et les bourgs**

Les espaces ruraux, où habite un tiers de la population, affichent un solde naturel négatif depuis 2015, du fait d'une composition par âges plus propice aux décès qu'aux naissances. Pourtant, les femmes y mettent au monde plus d'enfants en moyenne que celles habitant en ville à âge équivalent. La croissance démographique des espaces ruraux est uniquement attribuable à l'arrivée de nouveaux habitants. Les espaces urbains, qui concentrent les deux tiers de la population, bénéficient encore d'un solde naturel positif grâce à l'excès de naissances sur les décès. Toutefois, l'attractivité relative des grandes villes reste moindre que celle des communes rurales touristiques, des bourgs et des communes rurales périurbaines, une tendance portée principalement par les jeunes familles et les retraités. La fécondité des jeunes urbains déménageant vers un espace moins densément peuplé est plus élevée que chez les personnes sédentaires. Inversement, les jeunes ruraux partant vivre en ville ont en moyenne moins d'enfants que les autres.

### **Rebond des unions après la pandémie**

Après la chute liée à l'épidémie de Covid-19, les officialisations d'unions rebondissent en 2024. Le nombre de mariages atteint son plus haut niveau depuis le début des années 2010 (247 000 en 2024), probablement par effet de rattrapage. Le nombre de pacs, privilégiés par les couples de même sexe, fléchit légèrement après le record de 2022 et reste inférieur à celui des mariages (204 000 en 2023). Toutefois, le mariage, toujours plus tardif, demeure la situation conjugale la plus courante chez les 18-64 ans, notamment chez les femmes, mais sa proportion diminue chaque année au profit de l'union libre et du pacs, notamment chez les plus jeunes.

### **Hausse des IVG, les sages-femmes en première ligne**

En 2024, 252 000 interruptions volontaires de grossesse ont été pratiquées en France, soit 8 000 de plus qu'en 2023. Quatre IVG sur cinq sont médicamenteuses, une proportion qui ne cesse de croître. La part des IVG réalisées en cabinet médical plutôt qu'en établissement hospitalier est en augmentation, une tendance plus marquée en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour la première fois en 2024, les sages-femmes ont réalisé davantage d'IVG que les médecins libéraux (généralistes et gynécologues réunis).

Près de 8000 Interruptions médicales de grossesse ont été réalisées en 2024, un chiffre en baisse par rapport à 2023.

### **L'espérance de vie progresse faiblement**

La reprise des progrès de l'espérance de vie à la naissance s'est confirmée en 2024 avec des durées de vie moyennes atteignant 80,0 ans pour les hommes et 85,6 ans pour les femmes, mais les gains restent faibles après la reprise post-Covid (+0,1 an par rapport à 2023). Au sein de la France hexagonale, des écarts importants subsistent selon les territoires : les départements urbains disposent d'un avantage d'environ 2 ans par rapport aux départements ruraux. Cette position défavorable des zones rurales est relativement récente, car celles-ci ont bénéficié d'une espérance de vie plus élevée jusqu'au milieu des années 1990. Les causes externes de décès (notamment le suicide) enregistrent l'écart le plus marqué entre départements urbains et ruraux.

### **Pour en savoir plus :**

[télécharger le texte complet de la chronique de Conjoncture démographique](#)

Auteurs de la chronique de Conjoncture démographique : Magali Barbieri (Ined), Elodie Baril (Ined), Nicolas Belliot (Université de Bordeaux, Comptrasec), Clémence Bracq (Ined), Joanie Cayouette-Remblière (Ined), Hippolyte d'Albis (École d'économie de Paris-Ined), Ekrame Boubtane (École d'économie de Paris), Julie Fromentin (Ined), Guillaume Le Roux (Ined), Magali Mazuy (Ined), Xavier Thierry (Ined).

**\*À PROPOS DES DONNÉES :**

Cette publication offre une analyse approfondie des dynamiques démographiques récentes en France durant les dernières décennies, avec un focus sur l'année 2024, dernière pour laquelle des données consolidées sont disponibles.

- Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les actualités de l'Ined, [cliquez ici](#)
- Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les publications scientifiques de l'Ined, [cliquez ici](#)
- Pour consulter tous nos communiqués de presse, [cliquez ici](#)

**À propos de l'Ined :**

Fondé en 1945, l'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche ayant pour missions l'étude des populations sous tous leurs aspects, la diffusion des connaissances produites dans ces domaines et la formation à la recherche. L'appartenance disciplinaire des chercheuses et chercheurs de l'Ined est variée : démographie bien sûr, mais aussi sociologie, économie, histoire, géographie, statistique ou épidémiologie. Une part importante de la recherche porte sur la France, mais de nombreux travaux s'intéressent à d'autres aires géographiques. L'Ined a ainsi une longue tradition de recherches sur les Suds.

[www.ined.fr](http://www.ined.fr)

**Contact presse :** [service-presse@ined.fr](mailto:service-presse@ined.fr) | +33 (0)1 56 06 57 04

Suivez-nous :   